

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1972 B 02470 Numéro SIREN : 722 024 700 Nom ou dénomination : ZAPA
--

Ce dépôt a été enregistré le 30/08/2018 sous le numéro de dépôt 87009



20180870092017

DATE DEPOT : 30/08/2018

N° DE DEPOT : 87009

N° GESTION : 1972B02470

N° SIREN : 722024700

DENOMINATION : ZAPA

ADRESSE : 54 rue de Lancry 75010 PARIS

MILLESIME : 2017

.

Anné.

**Greffé du Tribunal
de commerce de Paris**
Acte déposé le :

31 AOUT 2018

Sous le N° : **84009**



ZAPA
Société par actions simplifiée au capital de 5.368.416 €
Siège Social : 54, rue de Lancry – 75010 PARIS
722 024 700 RCS PARIS

**TEXTE DE L'AFFECTATION DU RESULTAT PROPOSEE A
L'ASSOCIEE UNIQUE LE 29 JUIN 2018**

Deuxième décision

L'Associée Unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de la façon suivante :

Soit **1.784.948,40 €**

A la réserve légale **6.981,00 €**

Le solde, en totalité au compte "Report à nouveau" débiteur, qui de, **(1.645.331,59) €**

est ainsi porté à **132.636,81 €**

L'Associée Unique prend acte, en application de l'article 47 de la loi du 12 juillet 1965 (article 243 bis du Code Général des Impôts), qu'il n'a été versé aucun dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

**TEXTE DE L'AFFECTATION DU RESULTAT DECIDEE PAR
L'ASSOCIEE UNIQUE LE 29 JUIN 2018**

Deuxième décision

L'Associée Unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de la façon suivante :

Soit **1.784.948,40 €**

A la réserve légale **6.981,00 €**

Le solde, en totalité au compte "Report à nouveau" débiteur, qui de, **(1.645.331,59) €**

est ainsi porté à **132.636,81 €**

L'Associée Unique prend acte, en application de l'article 47 de la loi du 12 juillet 1965 (article 243 bis du Code Général des Impôts), qu'il n'a été versé aucun dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

**Certifié conforme,
Le Président.**





KPMG Entreprises
Loire Haute Loire
4 Allée Drouot - Parc Giron
CS 53181
42031 Saint-Etienne Cedex 2
France

BFEC Groupe Fossard et Associés

119 rue du Président Wilson
92300 LEVALLOIS PERRET

Zapa S.A.S.

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2017
Zapa S.A.S.
54 rue de Lancry - 75010 PARIS
Ce rapport contient 29 pages
Référence : GVI/gc



KPMG Entreprises
Loire Haute Loire
4 Allée Drouot - Parc Giron
CS 53181
42031 Saint-Etienne Cedex 2
France

BFEC Groupe Fossard et Associés

119 rue du Président Wilson
92300 LEVALLOIS PERRET

Zapa S.A.S.

Siège social : 54 rue de Lancry - 75010 PARIS
Capital social : € 5 368 416

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Zapa S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La société Zapa S.A.S. constitue des dépréciations sur :

- Fonds commerciaux selon les modalités décrites dans la note intitulée « Droit au bail et fonds commerciaux » de l'annexe ;
- Stocks selon les modalités décrites dans la note intitulée « Evaluation des stocks » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société Zapa S.A.S. et décrite dans les notes de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage l'application de cette approche.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

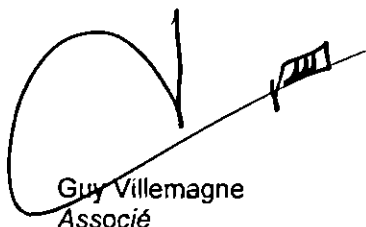
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes

Saint-Etienne, le 30 mai 2018
KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.



Guy Villemagne
Associé

Levallois-Perret, le 30 mai 2018
BFEC Groupe Fossard et Associés



Damien Santioni
Associé

BILAN ACTIF

<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amort. Prov.</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	259 128	259 128		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	681 665	200 633	481 032	510 883
Fonds commercial	17 706 228	375 277	17 330 951	20 334 737
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	3 049	3 049		467
Installations techniques, matériel, outillage	586 255	579 151	7 104	34 264
Autres immobilisations corporelles	12 617 088	11 028 699	1 588 389	3 254 428
Immobilisations en cours				50 356
Avances et acomptes				15 566
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	935 457		935 457	1 004 624
ACTIF IMMOBILISE	32 788 870	12 445 937	20 342 933	25 205 325
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	918 975	244 764	674 211	482 731
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	8 711 407	543 440	8 167 967	5 913 635
Avances et acomptes versés sur commandes	27 461		27 461	17 000
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 714 459	254 003	1 460 456	770 529
Autres créances	4 506 448		4 506 448	3 851 334
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	26 660		26 660	26 661
(dont actions propres :)				
Disponibilités	2 265 092		2 265 092	1 770 321
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	447 386		447 386	649 249
ACTIF CIRCULANT	18 617 888	1 042 207	17 575 681	13 481 460
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	28 533		28 533	
TOTAL GENERAL	51 435 291	13 488 144	37 947 147	38 686 785

BILAN PASSIF

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Capital social ou individuel (dont versé : 5 368 416)	5 368 416	5 368 416
Primes d'émission, de fusion, d'apport	17 580 951	17 580 951
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	200 000	200 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		5 127 235
Report à nouveau	(1 645 331)	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 784 948	(6 772 566)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	23 288 985	21 504 036
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	367 040	963 732
Provisions pour charges		
PROVISIONS	367 040	963 732
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 677 133	8 835 421
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	52 088	47 356
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 590 164	4 062 789
Dettes fiscales et sociales	2 955 953	3 180 317
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	15 784	93 133
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	14 291 122	16 219 016
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	37 947 147	38 686 785

Résultat de l'exercice en centimes

1 784 948,40

Total du bilan en centimes

37 947 147,00

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Ventes de marchandises	24 447 495		24 447 495	25 949 242
Production vendue de biens	12 991 967		12 991 967	12 044 014
Production vendue de services	214 741		214 741	561 542
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	37 654 203		37 654 203	38 554 799
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 089 977	3 441 394
Autres produits			124 645	53 668
PRODUITS D'EXPLOITATION			38 868 825	42 049 860
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			12 393 168	10 659 948
Variation de stock (marchandises)			(1 781 801)	3 578 007
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 797 492	1 737 053
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(248 616)	(121 661)
Autres achats et charges externes			11 619 628	12 885 464
Impôts, taxes et versements assimilés			784 420	742 282
Salaires et traitements			7 269 274	8 363 936
Charges sociales			2 403 382	3 157 286
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 469 358	1 978 852
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			975 670	1 092 442
Dotations aux provisions				
Autres charges			123 389	69 658
CHARGES D'EXPLOITATION			36 805 364	44 143 265
RESULTAT D'EXPLOITATION			2 063 461	(2 093 405)
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			40 171	1 665
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			40 171	1 665
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			282 902	437 580
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			282 902	437 580
RESULTAT FINANCIER			(242 731)	(435 915)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 820 730	(2 529 321)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	387 597	285 545
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 850 000	1 439 750
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	2 418 066	1 432 666
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 655 663	3 157 961
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 015 521	2 111 691
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 382 201	3 218 922
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	293 723	2 070 594
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 691 445	7 401 207
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(35 782)	(4 243 245)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	44 564 659	45 209 486
TOTAL DES CHARGES	42 779 711	51 982 052
BENEFICE OU PERTE	1 784 948	(6 772 566)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/17 dont le total est de 37 947 147 Euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 1 784 948,80 Euros.

L'exercice à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/17 au 31/12/17.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-3 de l'Autorité des Normes Comptables homologués par arrêté ministériel du 08 Septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général et intègrent les dispositions des règlements ANC n° 2015-06 du 23 novembre 2015 et n° 2016-06 du 14 Octobre 2016 modifiant le règlement ANC n° 2014-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode

Pas de Changement.

Fait caractéristiques de l'exercice :

- Fermetures des magasins Homme
- Préparation de la fermeture de l'entrepot

Evenement post cloture : RAS

Notes relatives au bilan

Frais d'établissement

Ces frais comprennent les droits d'enregistrement engagés pour l'ouverture des boutiques.

Droit au bail et fonds commerciaux

Les droits au bail et fonds de commerce sont dépréciés si leur valeur réelle est inférieure à la valeur comptable. Pour la valorisation des fonds de commerce, un test de dépréciation a été effectué conformément aux dispositions du règlement ANC 2015-06.

Pas de dépréciation sur 2017 et Zapa fait intervenir un prestataire externe pour évaluer la valeur actuelle des Fonds de Commerce des boutiques.

Les Malis et Bonis de Fusions sont comptabilisés en Fonds de Commerce. Ils s'élèvent à 1 269 050 € au 31 décembre 2017.

	BRUT	Dépréciation	Net
Droit au Bail	10 215 007,00	327 277,00	9 887 730,00
FDC *	7 491 221,00	48 000,00	7 443 221,00
Total	17 706 228,00	375 277,00	17 330 951,00
* dont 1 269 050 EURO\$ de mali de Fusion			

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Dans le cadre des nouvelles règles sur les immobilisations(CRC2002-10 et CRC 2004-06) la société n'a pas identifié de composants significatifs. Concernant les durées d'amortissement, les durées appliquées reflètent la durée d'utilisation du bien et n'ont pas été modifiées au cours de l'exercice.

Les principales durées d'amortissement sont :

Type d'immobilisation	Mode	Durée
Frais de constitution	Linéaire	5 ans
Droit au bail	N/A	
Fonds de commerce	N/A	
Logiciel	Linéaire	1 ou 3 ans
Bâtiments	Linéaire	15 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 ans
Installation générale	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Matériel et mobilier de bureau	Linéaire	4 ans

Evaluation des stocks

Les stocks de marchandises sont évalués au prix de revient brut augmentés des frais d'approche.

Ces frais d'approche se composent des frais de transport et de droits de douanes éventuels.

La dépréciation s'effectue sur les stocks des saisons antérieures à celle en cours au moment de la clôture de l'exercice, par rapport à un taux d'écoulement des saisons antérieures.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Notes relatives au compte de résultat

Le résultat exceptionnel est de : - 35 782 (selon détail ci-après)

	Charges	Produits
Plus au moins values Incorporelles	3 819 323,56	2 508 966,90
Plus au moins values Corporelles	537 877,36	341 033,10
Pénalité	32 008,54	
Prov Charges Exceptionnelles	1 302 235,38	
Rep Prov Exceptionnelle		2 805 663,10
Total	5 691 444,84	5 655 663,10
Solde		- 35 781,74

Les principaux montants sont liés aux fermetures des boutiques hommes.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités et devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est porté au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité ou partiellement.

AUTRES INFORMATIONS

Consolidation

Zapa Développement est la société qui consolide les comptes de la SAS ZAPA qu'elle détient à 100%.

Intégration fiscale

La société ZAPA SAS est intégrée fiscalement au sein de la société Zapa Développement. Comme le prévoit la convention d'intégration fiscale, la quote part de la filiale à la charge d'impôt du groupe est calculée au niveau de la filiale comme si la société n'était pas intégrée.

Le résultat fiscal de la société étant un bénéfice de 605 226,40 euros.

Les déficits reportables sont de 14 575 763,49 € au 31 décembre 2017

Effectifs 2017

Cadres : 25
Agent de maîtrise : 93
Employés : 167

Effectifs 2016

Cadres : 39
Agent de maîtrise : 151
Employés : 110

Engagement pris en matière de retraite

Les indemnités de départ en retraite ne sont pas comptabilisées, mais à verser au moment du départ, elles sont valorisées au 31 Décembre 2017 à **494 252 Euros** selon la méthode PUC prorata temporis (le calcul réalisé par Secoia, spécialiste de l'actuariat conseil).

Le taux d'actualisation retenu est de 1,3 %.

CICE :

Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE au 31 Décembre 2017 s'élève à 387 838.00 euros et a été préfinancé à hauteur de 329 662 euros.

Le CICE au 31 Décembre 2016 s'élève à 401 412.00 euros et a été préfinancé à hauteur de 401 412 euros.

Le CICE au 31 Décembre 2015 s'élève à 455 325.00 euros et a été préfinancé à hauteur de 435 387 euros.

Ce montant a été utilisé pour financer les investissements.

IMMOBILISATIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Réévaluation</i>	<i>Acquisit., apports</i>
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	434 166		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22 902 931		21 265
Terrains			
Constructions sur sol propre	5 549		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels	652 679		24 575
Installations générales, agencements, aménagements	11 966 051		131 242
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 905 701		129 825
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	50 356		83 339
Avances et acomptes	15 566		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 595 902		368 981
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 004 624		30 496
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 004 624		30 496
TOTAL GENERAL	39 937 622		420 742

<i>Rubriques</i>	<i>Virement</i>	<i>Cession</i>	<i>Fin d'exercice</i>	<i>Valeur d'origine</i>
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT		175 038	259 128	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		4 536 303	18 387 893	
Terrains				
Constructions sur sol propre		2 500	3 049	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn., matériel et outillages industriels		90 999	586 255	
Installations générales, agencements divers		1 502 867	10 594 426	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 012 864	2 022 662	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		133 695		
Avances et acomptes		15 566		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 758 491	13 206 392	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		99 662	935 457	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		99 662	935 457	
TOTAL GENERAL		7 569 495	32 788 870	

AMORTISSEMENTS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>fin d'exercice</i>
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	434 166		175 038	259 128
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	870 348	47 264	341 702	575 910
Terrains				
Constructions sur sol propre	5 082	27	2 060	3 049
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	618 415	27 937	67 201	579 151
Installations générales, agencements et aménagements divers	9 522 076	1 054 176	1 150 580	9 425 672
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 095 249	340 137	832 359	1 603 027
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 240 822	1 422 277	2 052 200	11 610 899
TOTAL GENERAL	13 545 336	1 469 541	2 568 940	12 445 937

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

<i>Rubriques</i>	<i>Dotations</i>			<i>Reprises</i>			<i>Mouvements amortissements fin exercice</i>
	<i>Différentiel de durée et autres</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	<i>Différentiel de durée et autres</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

<i>Charges réparties sur plusieurs exercices</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Dotations</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	963 732	293 722	890 415	367 040
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	963 732	293 722	890 415	367 040
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	1 186 962 1 306 437 493 156	 814 843 160 828	 1 333 076 399 980	375 277 788 204 254 003
DEPRECIATIONS	2 986 555	975 671	2 544 741	1 417 484
TOTAL GENERAL	3 950 287	1 269 393	3 435 156	1 784 524
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		975 671 293 722	1 017 090 2 418 066	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	935 457	935 457	
Clients douteux ou litigieux	303 370		303 370
Autres créances clients	1 411 089	1 411 089	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	9 419	9 419	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	9	9	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	181 064	181 064	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	4 666	4 666	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	4 277 556	4 277 556	
Débiteurs divers	33 734	33 734	
Charges constatées d'avance	447 386	447 386	
TOTAL GENERAL	7 603 750	7 300 380	303 370
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an,-5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	1 197 461	1 197 461		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	5 479 672	0	5 479 672	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 590 164	4 590 164		
Personnel et comptes rattachés	677 216	677 216		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 059 858	1 059 858		
Etat : impôt sur les bénéfices	2 135	2 135		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	889 798	889 798		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	326 946	326 946		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	15 784	15 784		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	14 239 034	8 759 362	5 479 672	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 124 721			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

31/12/2017

PRODUITS A RECEVOIR	72 307
AUTRES IMMOBILISAT. FINANCIERES	27 837
27685000 INTERETS COURUS SUR DEPOTS OSEO	27 837
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	6 071
41810000 CLIENTS FAE (xxx)	1 124 529
4181000C CLIENTS FAE (xxx)	(1 129 994)
4181000D CLIENTS FAE (xxx)	5 465
41811000 CLIENTS FACT A ETABLIR	6 071
AUTRES CREANCES	38 399
40980000 FRS AAR (xxx)	53 400
4098000C FRS AAR (xxx)	(60 430)
4098000D FRS AAR (xxx)	7 030
40981100 FRS AVOIR A RECEVOIR	33 733
44870000 ETAT PRODUITS A RECEVOIR	4 666
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	72 307

DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2017

CHARGES A PAYER	1 575 074
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	16 305
16884000 INTERETS COURUS/EMPRUNTS	16 305
DETTE FOURNISSEURS CPTES RATTACH	300 968
40810000 FRS FAE (xxx)	437 800
4081000C FRS FAE (xxx)	(437 800)
4081000D FRS FAE (xxx)	(884)
40811000 FRS FACT NON PARVENUES	301 852
AUTRES DETTES	15 785
41980000 CLIENTS AAE (xxx)	58 045
4198000C CLIENTS AAE (xxx)	(58 045)
41981000 CLIENTS AVOIR A ETABLIR	15 785
DETTE FISCALES ET SOCIALES	1 225 661
42820000 PROV. CONGES PAYES	601 958
42860000 PERSONNEL AUTRES CHARGES A PAYER	36 580
42861000 PERSONNEL IJSS	5 938
43820100 A PAYER CHARGES SUR CONGES PAYER	263 399
43860101 A PAYER FORMATION CONTINUE	72 026
43860102 A PAYER ORGANIC	21 052
43860103 A PAYER TAXE APPRENTISSAGE	49 101
43860104 A PAYER EFFORT CONSTRUCTION	32 494
43860105 A PAYER HANDICAPES	66 231
43861000 ORGANIS SOCIAUX A PAYER	312
43861100 PROV CS SUR PRIMES	16 461
44860000 ETAT CHARGES A PAYER	60 107
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT	16 356
51860000 INTERETS COURUS A PAYER	16 356
TOTAL DES CHARGES A PAYER	1 575 074

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2017

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	447 386
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	447 386
48600000 CHARGES CONST D'AVANCE	447 386

TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	447 386
--	---------

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

<i>Catégories de titres</i>	<i>Nombre de titres</i>			<i>Valeur nominale</i>
	<i>à la clôture de l'exercice</i>	<i>créés pendant l'exercice</i>	<i>remboursés pendant l'exercice</i>	
Actions ordinaires	167 763			32,00

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN KE

<i>Rubriques</i>	<i>Chiffre d'affaires France</i>	<i>Chiffre d'affaires Export</i>	<i>Total 31/12/2017</i>	<i>Total 31/12/2016</i>	<i>% 17/16</i>
VENTES MARCHANDISES	24 447 495		24 447 495	25 949 242	-5,79 %
PRESTATIONS SERVICES	13 206 708		13 206 708	12 605 556	4,77 %
TOTAL	37 654 203		37 654 203	38 554 798	-2,34 %

Désignation

ZAPA

[illegible]

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés

Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
NANTISSEMENT	4 558 293					4 558 293
CAUTION	280 000					280 000
RETENUE DE GARANTIE	267 500					267 500
TOTAL	5 105 793					5 105 793

Engagements reçus

Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
AFFILIE	30 000					30 000
CAUTION HOMME CLE	300 000					300 000
TOTAL	330 000					330 000

Engagements réciproques

Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

<i>Rubriques</i>	<i>Montant garanti</i>
Emprunts obligataires convertibles	
Emprunts et dettes sur établissements de crédit	6 677 133
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	6 677 133